

Action n°11

Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air à retrouver dans les documents d'urbanisme et informer les collectivités

Catégorie d'action	Réglementaire et opposable
Référence Reporting Plans et Programmes	FR-[PPA ZU Nîmes]-[NOx PM10 PM2,5]-[Urbanisme 1]
Objectifs pour les polluants concernés	Réduire les émissions de NOx, PM10, PM2,5 et tout autre polluant atmosphérique et améliorer la qualité de l'air. L'impact de cette action sur la baisse des émissions et l'amélioration de la qualité de l'air n'est pas directement quantifiable.
Public(s) concerné(s)	Collectivités
Contexte	Dans le contexte d'élaboration d'un premier PPA sur la zone, une attention particulière sera portée sur la problématique « Air » dans les avis formulés par l'Autorité Environnementale sur les plans et projets inscrits dans le périmètre PPA.
Description de l'action	<p>L'article L121-1 du code de l'urbanisme prévoit que les schémas de cohérence territoriale (SCoT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales (CC) déterminent les conditions permettant d'assurer, notamment « la préservation de la qualité de l'air ».</p> <p>L'action consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Mesure 1 : Sensibiliser les collectivités sur le contenu minimum des documents d'urbanisme en termes de qualité de l'air ◆ Mesure 2 : Etablir une grille de lecture précisant les attendus minimaux en termes d'analyse de la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme. Devront être considérés au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◆ limiter l'urbanisation (en particulier l'installation d'établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routiers afin de ne pas augmenter l'exposition des personnes à une mauvaise qualité de l'air (cf. articles L.111-1-4 (SCoT/PLU), L.122-5 (SCoT) du code de l'urbanisme). Cette mesure s'applique en particulier pour les axes concernés par des dépassements des valeurs limites de NO₂ ou de PM10 ou de PM2,5. ◆ déterminer les secteurs dans lesquels l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est subordonnée à leur desserte par les transports collectifs et déterminer une densité minimale de construction afin de lutter contre l'étalement urbain (cf. articles L.122-5, R.122-3 (SCoT), L.123-1-4, L.123-1-5 (PLU) du code de l'urbanisme), ◆ subordonner l'implantation d'équipements commerciaux à la desserte par les transports collectifs, dès lors que ces équipements, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'organisation du territoire (cf. articles L.122-1-8 et R.122-3 (SCoT) du code de l'urbanisme), ◆ introduire des obligations maximales de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés (cf. articles L.122-1-8 (SCoT), L.123-1-4 et R.123-9 (PLU) du code de l'urbanisme), ◆ restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée du point de vue de la qualité de l'air (cf. article R.123-11 (PLU) du code de l'urbanisme), ◆ être en démarche de labellisation éco-quartier dans les nouvelles zones.
Justification / Argumentaire de l'action	Les formes et aménagements urbains impactent fortement les émissions de polluants atmosphériques. Une meilleure prise en compte de la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme permettrait de réduire les émissions de polluants atmosphériques et l'exposition à des concentrations élevées en polluants.

Fondements juridiques	Article L222-5 du code de l'environnement (plans de protection de l'atmosphère) Article R222-32 du code de l'environnement (plans de protection de l'atmosphère) Article R.123-1 du code de l'urbanisme, Articles R.122-2 (SCoT), R.123-2 et R.123-2-1 (PLU) du code de l'urbanisme, Articles L.111-1-4 (SCoT/PLU), L.122-5 (SCoT) du code de l'urbanisme, Articles L.122-5, R.122-3 (SCoT), L.123-1-4, L.123-1-5 (PLU) du code de l'urbanisme, Articles L.122-1-8 et R.122-3 (SCoT) du code de l'urbanisme, Articles L.122-1-8 (SCoT), L.123-1-4 et R.123-9 (PLU) du code de l'urbanisme, Décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.
Pilote de l'action	DREAL LR
Partenaires de l'action	ARS, DDTM, Collectivités, Air LR
Éléments de coût	Sans objet
Financement-Aides	Sans objet
Échéancier	Communication dès 2015 à destination des collectivités, notamment à travers les notes d'enjeux de l'Etat
Indicateurs de suivi suggérés	- Nombre de documents d'urbanisme ayant pris en compte les dispositions de l'action - Conformité des documents d'urbanisme au regard de l'avis de l'Autorité Environnementale
Échéanciers de mise à jour des indicateurs	Annuelle
Mesures du Plan d'Urgence pour la Qualité de l'Air associées	36

Action n°12

Définir des attendus minimaux en termes d'analyse de la qualité de l'air dans les études d'impacts - sensibiliser maîtres d'ouvrage et bureaux d'études

Catégorie d'action	Réglementaire et opposable
Référence Reporting Plans et Programmes	FR-[PPA ZU Nîmes]-[NOx – PM10 – PM2,5]-[Urbanisme2]
Objectifs pour les polluants concernés	Réduire les émissions de NOx, PM10, PM2,5 et tout autre polluant atmosphérique et améliorer la qualité de l'air. L'impact de cette action sur la baisse des émissions et l'amélioration de la qualité de l'air n'est pas directement quantifiable.
Public(s) concerné(s)	Toute structure porteuse d'un dossier devant contenir une étude d'impact.
Contexte	Dans le contexte d'élaboration d'un premier PPA sur la zone, une attention particulière sera portée sur la problématique « Air » dans les avis formulés par l'Autorité Environnementale sur les plans et projets inscrits dans le périmètre PPA.
Description de l'action	<p>Le code de l'environnement prévoit que les études d'impact traitent de l'impact des projets sur la qualité de l'air (article R.122-5).</p> <p>L'action consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Mesure 1 : Sensibiliser les bureaux d'études et les maîtres d'ouvrage sur le contenu minimum des études d'impact en termes de qualité de l'air ♦ Mesure 2 : Etablir une grille de lecture précisant les attendus minimaux en termes d'analyse de la qualité de l'air dans les études d'impact. Devront figurer au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> ♦ dans l'analyse de l'état initial du site et de son environnement : <ul style="list-style-type: none"> un état de la qualité de l'air sur la zone de projet (réalisable à partir des données publiques disponibles sur le site d'AIR LR, à défaut de relevés plus précis diligentés par le maître d'ouvrage) et une estimation du nombre de personnes exposées à des dépassements de valeurs réglementaires (avant et après le projet) ♦ dans l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> • un inventaire des émissions directes de polluants atmosphériques liées au projet (dans sa phase de construction puis de fonctionnement) • une analyse des flux de transports, différenciés par mode, générés par le projet et une évaluation des émissions de polluants atmosphériques associées (notamment le projet implique des flux de transports importants de salariés ou de visiteurs), • une description des moyens de chauffage prévus par le projet et de émissions polluantes associées (si le projet prévoit des moyens de chauffage), • les émissions de polluants atmosphériques générées par la réalisation du projet (mise en suspension de poussières, émissions des engins de chantiers, ...) ♦ une description des mesures envisagées par le maître de l'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.
Justification / Argumentaire de l'action	Les projets (notamment d'aménagement) impactent les émissions de polluants atmosphériques. Une meilleure prise en compte de la qualité de l'air dans les études d'impacts permettrait de réduire les émissions de polluants atmosphériques.

Fondements juridiques	Article L222-5 du code de l'environnement (plans de protection de l'atmosphère) Article R222-32 du code de l'environnement (plans de protection de l'atmosphère) Articles L.122-1 à L.122-3 et R.122-1 à R.122-16 du code de l'environnement qui définissent et réglementent les études d'impact et leurs évaluation des risques sanitaires. Décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements.
Pilote de l'action	DREAL LR (service aménagement)
Partenaires de l'action	DREAL LR (installations classées, services en charge de contribuer à l'avis de l'autorité environnementale) DDTM ARS AIR LR (pour la diffusion des informations sur la qualité de l'air)
Éléments de coût	Sans objet
Financement-Aides	Sans objet
Échéancier	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Mesure 1 : Communication dès 2015 à destination des différents porteurs de projets ◆ Mesure 2 : 2016
Indicateurs de suivi suggérés	Nombre d'études d'impact intégrant les clauses « qualité de l'air » Nombre de dossiers conformes au regard de l'avis de l'Autorité Environnementale
Échéanciers de mise à jour des indicateurs	Annuelle
Mesures du Plan d'Urgence pour la Qualité de l'Air associées	19